

fr



Union européenne
Politique régionale

inforegio

panorama

11

Septembre 2003

Interview

Jeremy Smith,
secrétaire général
du Conseil
des communes
et régions d'Europe

En clair

Les programmes
régionaux
d'actions
innovatrices

Découverte d'un pays adhérent

Malte

Découverte d'une région

La Suède
méridionale



Régions innovatrices



Le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE) a tenu, en mai dernier, son assemblée générale à Poznań, en Pologne. Dans

quelle mesure cela a-t-il permis de resserrer les liens entre les autorités locales et régionales des États membres, actuels et futurs, de l'Union européenne (UE)?

C'était la première assemblée générale du CCRE dans un pays de l'Europe centrale, et la ville de Poznań a organisé la réunion de main de maître. Le fait de réunir dans un futur État membre plus de 700 représentants de villes et régions venus de toute l'Europe pour y échanger leurs informations, expériences et préoccupations, revêt une valeur inestimable.

Cela dit, le CCRE n'a pas attendu l'élargissement pour avoir des membres provenant de pays tels que la Pologne, la République tchèque ou encore l'Islande, la Suisse ou l'Ukraine. À Poznań, nous avons d'ailleurs accueilli deux nouveaux

membres, la Macédoine et la Serbie. Et nous pensons déjà aux futurs pays candidats de la prochaine vague.

Lors de votre assemblée, des représentants de régions de l'objectif n° 1 se sont inquiétés des conséquences de l'élargissement. Par un effet purement mécanique, certaines de ces régions ne bénéficieront plus de l'aide communautaire alors qu'elles demeureront, dans les faits, défavorisées. Quel message le CCRE adresse-t-il à ce propos à la Commission européenne, concernant l'avenir de la politique de cohésion?

Le CCRE et la Commission sont sur la même longueur d'onde à bien des égards. Nous souhaitons que l'on garde la règle des 75 % du produit intérieur brut (PIB) européen pour les régions de l'objectif n° 1, mais que les régions qui sortent de l'objectif n° 1 pour des raisons purement statistiques bénéficient d'un programme temporaire. Nous pensons aussi qu'un nouvel objectif n° 2 devrait être accessible à toutes les régions et qu'à l'avenir la répartition budgétaire des Fonds structurels devrait se faire de la façon suivante: deux tiers pour l'objectif n° 1 et un tiers pour le

nouvel objectif n° 2. Ce nouvel objectif n° 2 inclurait entre autres la coopération interrégionale, la désindustrialisation ou encore les régions faiblement peuplées.

Il ne s'agit pas uniquement d'une question financière. Il convient avant tout de préserver l'esprit même de la politique de cohésion, c'est-à-dire le concept de solidarité européenne et le principe selon lequel l'Union ne peut se développer si de trop grands écarts persistent entre ses régions.

Les négociations d'adhésion ont été après sur le plan financier. Mais l'arrivée des villes et régions des nouveaux États ne constituera-t-elle pas un grand apport, pour tous, en termes d'idées et d'expériences nouvelles?

Il faut regarder les choses en face: l'élargissement à dix nouveaux États constitue à la fois une formidable opportunité et un défi. La plupart des prochains membres de l'UE ont un passé de centralisme qui a laissé des traces. À nous d'aider leurs administrations régionales et locales en leur permettant de profiter de l'expérience de leurs homologues de l'Union. La question des Fonds

Sommaire

Éditeur responsable: Thierry Daman, CE, DG Politique régionale

Ce magazine est disponible dans les 11 langues de l'Union européenne sur le site internet (http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm) et imprimé dans cinq langues (ES, DE, EN, FR, IT) sur du papier recyclé.

Les textes de cette publication n'ont pas de valeur légale.

Crédits photos (pages): Mike St Maur Sheil (1, 4, 12), CCRE (2), AEIDL (8), Government of Malta (9), SydSam (10, 11), Lisa Clement (13), Parco Nazionale dello Stelvio/Stilfserjoch (14, 15).
Couverture: Projet pilote urbain financé par le FEDER — Restauration d'un moulin à Skerries (Irlande).

4



Les programmes régionaux d'actions innovatrices: les laboratoires de la qualité

7



Formez, un outil au service des administrations territoriales italiennes

structurels constitue, elle aussi, une difficulté. Dans le même temps, les administrations locales et régionales des futurs États membres ont beaucoup à apporter à l'UE, ne serait-ce que par leur jeunesse et leur dynamisme. Un exemple parmi d'autres: la ville de Prague a un système de transports publics informatisés ultramoderne et dont de nombreuses villes de l'UE pourraient s'inspirer. Enfin, je suis convaincu que des contacts, des échanges d'expérience seront toujours plus riches entre villes et régions de vingt-cinq pays que de quinze. En effet, toutes les villes, toutes les régions sont confrontées aux mêmes problèmes à des degrés divers: l'emploi, l'environnement, les transports, l'éducation. Mettez ensemble les représentants de villes et régions de vingt-cinq États et vous aurez plus de chances de trouver des solutions à ces problèmes.

À plusieurs reprises, le CCRE s'est prononcé pour un renforcement de la dimension urbaine dans les Fonds structurels. Pouvez-vous expliciter votre point de vue?

Une part importante des Fonds structurels est dépensée dans les villes, mais pas de façon cohérente ou intégrée. En outre, quelque 80 % de la population européenne vit dans des villes, or la dimension urbaine est loin d'être reconnue comme il se doit dans les Fonds structurels. Cette dimension urbaine se divise en deux parties: d'une part les grandes villes, certaines constituant des régions à part entière, d'autre part les petites villes, qui jouent un rôle crucial dans le développement intégré urbain/rural. Enfin, de nombreux aspects de la politique régionale entrent de plain-pied dans la

politique urbaine, tels les transports, l'emploi, les migrations. Ce sont là des faits, indéniables. Il me semble donc logique que les Fonds structurels s'ouvrent plus explicitement à la dimension urbaine. À Poznań, un des participants à la session sur la politique de cohésion a d'ailleurs ajouté: «Le Comité des régions de l'UE, indépendamment de son titre, représente les régions et les villes de l'Union. On pourrait donc en déduire que la politique régionale doit avoir une dimension régionale *et urbaine*.»

Dans la déclaration adoptée à Poznań, le CCRE demande une meilleure reconnaissance par l'Union européenne du rôle des autorités locales et régionales. Concrètement, que proposez-vous?

Avant tout, nous voulons une meilleure définition du principe de subsidiarité qui mentionne explicitement les autorités locales et régionales. Nous désirons que la future Constitution inclue les principes de l'autonomie locale et régionale tels qu'ils figurent dans la charte européenne de l'autonomie locale et que les autorités locales et régionales soient systématiquement associées à l'élaboration et à la mise en œuvre des décisions qui les concernent. Nous réclamons aussi un renforcement des pouvoirs du Comité des régions.

Bref, pour le CCRE, il s'agit de faire en sorte que l'Europe à vingt-cinq soit véritablement proche de ses citoyens et cela ne peut se faire qu'en renforçant la dimension locale et régionale au sein de l'UE.

La bonne nouvelle, c'est que, depuis notre appel de Poznań, la plupart de ces points ont été inclus dans le nouveau projet de Constitution.

100 000 collectivités locales et régionales fédérées

Le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE) est né en 1951, à l'initiative d'une cinquantaine de maires. Nous sommes alors au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. La Communauté européenne se met lentement en place. Et le CCRE joue les pionniers.

Aujourd'hui, une cinquantaine d'années plus tard, le CCRE regroupe plus de 100 000 collectivités locales et régionales fédérées au travers de 44 associations nationales membres dans 31 pays européens. Une fédération en extension constante.

Le CCRE affiche une double conviction:

- la démocratie locale constitue le fondement de toute vie publique;
- les collectivités territoriales ont un rôle essentiel à jouer dans la réalisation de l'Union européenne.

À cet égard, le CCRE a agi pour que ce rôle des collectivités locales et régionales soit plus pris en compte par la Convention sur l'avenir de l'Europe et par la future Conférence intergouvernementale. Notons par ailleurs que le président du CCRE est Valéry Giscard d'Estaing, qui a précisément assumé la présidence de la Convention.

Le CCRE s'efforce d'influencer les décisions communautaires. Mais il s'emploie également à faciliter au niveau européen l'échange d'expériences, la diffusion des idées, des meilleures pratiques entre ses membres. Dans cet esprit, le CCRE a été aussi l'instigateur de 26 000 liens de jumelage entre collectivités territoriales en Europe.

Contact

CCRE

Rue d'Arlon 22-24

B-1050 Bruxelles

Tél. (32-2) 511 74 77



Fax (32-2) 511 09 49

E-mail: cemr@ccre.org

Internet: <http://www.ccre.org>

8



Malte: trait d'union en Méditerranée — Questions à M. Edward Fenech Adami, Premier ministre de la République de Malte

10



Suède méridionale: une région pivot sur la Baltique

12



Au-delà du règlement (CE) n° 1159/2000: mieux informer sur les Fonds structurels

14



Parc national du Stelvio/Stilfserjoch (Italie): Fonds structurels pour parc naturel

Les programmes régionaux d'actions innovatrices Les laboratoires de la qualité

Si le FEDER a permis de réduire les écarts entre les régions de l'Union européenne, un fossé s'est creusé sur le plan de la haute technologie et de l'accès à la société de l'information, deux éléments clés pour le développement durable des régions en difficulté. Grâce aux programmes régionaux d'actions innovatrices, ces régions peuvent, à partir de thèmes sensibles, expérimenter des solutions novatrices débouchant sur des effets catalyseurs.

Pour la période 2000-2006, la Commission européenne met à la disposition des régions aidées par le FEDER (objectif n° 1 et objectif n° 2) une somme de 400 millions d'euros pour financer des programmes régionaux d'actions innovatrices. En regard des milliards d'euros du FEDER, ces programmes représentent 0,4 % du budget total. Une goutte d'eau dans l'océan? Non, car le but de ce dispositif est bien précis et spécifique. L'objectif premier des actions innovatrices consiste à provoquer un effet catalyseur, à apporter une plus-value décisive, au départ de thématiques très sensibles pour les régions. L'enjeu: augmenter et améliorer la qualité des interventions des Fonds structurels.

Un fossé se creuse

Pourquoi ces programmes? Le rapport 2001 de la Commission sur la cohésion économique et sociale dans l'Union européenne met en relief un fait positif: grâce au FEDER, l'écart entre les régions diminue sur le plan des infrastructures et plus globalement du PIB. Une ombre au tableau cependant: le fossé technologique se creuse entre les mêmes régions. Une conclusion inquiétante car, de toute évidence, les efforts d'innovation et de recherche et développement (R & D) conditionnent le succès économique durable d'une région.

Plusieurs indicateurs témoignent de cette situation. Ainsi, les emplois relevant de la haute technologie représentent près de 15 % de l'emploi total dans les vingt-cinq régions les plus avancées contre à peine 4 % dans les régions les moins développées. En ce qui concerne la R & D, 15 % des régions dépensent autant que toutes les autres régions réunies. Quant au taux de pénétration de l'internet, s'il croît globalement dans l'Union, les écarts se renforcent également selon les régions (les pourcentages variant du simple au triple). Une véritable «fracture numérique» sépare, en particulier, les zones urbaines et certaines zones rurales en matière d'accès à l'internet rapide à large bande.

Cibler le «software»

Pour corriger ces points faibles et créer une véritable cohésion économique et sociale, il convient d'accroître l'intervention publique en confiant un rôle accru aux régions. Dans cette perspective, les actions innovatrices

entendent justement s'attaquer au «software», à l'immatériel (mise en réseaux, partenariats...) et non au «hardware» (les infrastructures), en impulsant des solutions nouvelles, dans des domaines clés pour l'essor des régions moins favorisées.

Ces domaines prioritaires sont au nombre de trois:

- encourager une économie régionale fondée sur la connaissance et l'innovation technologique;
- stimuler la société de l'information au service du développement régional;
- renforcer l'identité régionale et le développement durable.



Grâce à un programme régional d'actions innovatrices, le producteur d'eau minérale gallois Radnor Hills Water a pu moderniser ses installations.

Pour les deux premières années (2001 et 2002), 126 programmes régionaux d'actions innovatrices (sur 156 régions potentiellement visées) ont été approuvés par la Commission européenne, pour un budget de 310 millions d'euros auquel vient s'ajouter la propre contribution publique et privée des régions.

Ce succès s'explique notamment par deux facteurs. Le premier tient à la procédure simplifiée de soumission et de sélection. Chaque année, les régions intéressées adressent leur candidature à la Commission à la date du 31 mai. Un programme d'actions innovatrices s'étale sur deux ans au maximum et peut recevoir jusqu'à 3 millions d'euros. Deuxième atout majeur, la décentralisation: les régions sont ici entièrement responsables de la gestion et du contrôle financier du programme.

Transférer les idées novatrices

Les actions innovatrices relèvent bien d'une démarche qualitative à tous les niveaux. Dans cet esprit, les régions sont invitées à mettre sur pied de très larges partenariats incluant le secteur privé, les PME ainsi que les organisations de la société civile.

Une autre idée maîtresse concerne le transfert des expériences pilotes. Cet échange de bonnes pratiques est tout d'abord encouragé à l'intérieur de la région. En effet, c'est la totalité de la région qui bénéficie des actions innovatrices. Du coup, le transfert de savoir-faire est favorisé sur l'ensemble du territoire régional.

Mais la Commission a voulu aller plus loin pour stimuler également la confrontation d'idées, la découverte de partenaires de région à région. D'où sa décision de cofinancer, en liaison avec les programmes d'actions innovatrices, des réseaux thématiques pour améliorer l'échange d'expériences. À ce jour, trois réseaux sont opérationnels.

Le premier, dénommé IANIS, est animé par la région Saxe et rassemble vingt-huit régions sur le thème de la société de l'information. Le deuxième réseau est coordonné par le pays de Galles et regroupe douze régions sur la problématique du développement durable. Enfin, le troisième réseau, ERIK, est piloté par l'Émilie-Romagne et la Toscane sur le thème de l'innovation technologique. Il réunit treize régions.

Les actions innovatrices agissent comme autant de laboratoires régionaux pour l'expérimentation de solutions

Du patrimoine au satellite

Dans leurs propositions de programmes, les régions peuvent choisir un, deux ou trois thèmes prioritaires. En 2001 et 2002, le thème du développement durable a été retenu par un quart des régions. L'innovation technologique et la société de l'information ont été par contre sélectionnées par trois quarts des régions.

À la mi-2003, il était encore trop tôt pour établir un bilan complet des projets expérimentés sur le terrain. Toutefois, quelques tendances émergeaient déjà, montrant la richesse et la diversité des programmes.

Au niveau du développement durable, quatre axes ont été mis en avant par les régions: le tourisme durable, la valorisation du patrimoine culturel et naturel, de nouvelles infrastructures et de nouveaux modes de transport, le développement d'énergies renouvelables.

À propos de l'innovation technologique, les actions ont visé en majorité: le renforcement des districts industriels et réseaux d'entreprises; la coopération entre PME, universités et centres de recherche; la mise à disposition de conseils avancés et d'audits technologiques en entreprise.

Pour ce qui concerne l'accès à la société de l'information, des actions novatrices sont menées dans plusieurs secteurs importants: la mise en ligne des services administratifs, l'électronique au service des entreprises, ou encore des expérimentations d'accès à l'internet à haut débit par satellite pour les zones de montagne ou les zones rurales enclavées.

nouvelles. Des solutions appelées à irriguer et à se propager plus largement, en particulier dans la perspective d'une révision de la politique de cohésion économique et sociale pour la période de 2007 à 2013.

Pour en savoir plus:

http://europa.eu.int/comm/regional_policy/innovation/index_fr.htm

Pour contacter les réseaux thématiques:

Société de l'information: matthias.mueller@bxl.sk.sachsen.de

Développement durable: john.clarke@wales.gsi.gov.uk

Innovation technologique: s.sorbi@regione.toscana.it
et/ou sbertini@regione.emilia-romagna.it

Prix de l'innovation régionale

Pour diffuser les meilleures pratiques, la Commission européenne encourage les régions en charge d'un programme d'actions innovatrices à participer à un concours de l'innovation régionale. À cette fin, ces régions sont invitées à transmettre à la Commission, d'ici au 31 octobre 2003, un projet qu'elles trouvent particulièrement innovant. Les projets seront examinés par un jury présidé par António Guterres, ancien Premier ministre du Portugal. Trois prix, un par thème, seront décernés en avril 2004, lors d'une session plénière du Comité des régions.



Prix de l'innovation régionale: le jury au grand complet autour d'António Guterres (cinquième en partant de la gauche).

Un outil au service des administrations territoriales italiennes Avec Formez, l'Europe est contagieuse

L'agence italienne Formez met à la disposition des administrations locales et régionales des services innovants sur le plan de l'information européenne. Elle encourage également la coopération entre les régions.

«Tous pour un, un pour tous.» La devise des mousquetaires pourrait-elle s'adapter aux fonctionnaires des administrations territoriales — locales et régionales — italiennes en charge des Fonds structurels? Quelle que soit la région, tous cherchent en effet à accéder facilement à une même information pointue sur l'Europe, ses politiques et ses programmes. Nombre d'entre eux se posent des questions auxquelles des collègues possèdent sans doute la réponse. Alors, si les besoins sont communs, pourquoi ne pas partager des outils informatifs, au profit de chacun? Tel est, en résumé, le principe qui a inspiré la création de Formez.

Formez est une agence italienne privée dont les partenaires et bailleurs de fonds sont publics: le département de la fonction publique (dépendant du Premier ministre), les gouvernements régionaux, l'Association nationale des communes italiennes (ANCI), l'Union des provinces italiennes (UPI), l'Union nationale des communautés de montagne (UNCCEM)...

À l'origine, Formez a été créée pour dispenser de la formation et de la consultation aux fonctionnaires du sud de l'Italie, afin de les aider à rattraper le retard par rapport au Nord. Ensuite, l'agence s'est étendue aux agents publics de l'ensemble de la péninsule. Au fur et à mesure, l'objet social de Formez s'est également élargi. Il est ainsi apparu nécessaire de fournir également aux fonctionnaires territoriaux italiens une information spécialisée sur les Fonds structurels et les politiques européennes.

Dans ce but, Formez a lancé en 1997 le projet informatique «EuroPA». EuroPA ne se contente pas de mettre en ligne des informations documentaires sur l'Union européenne, mais agit comme une

véritable plate-forme électronique. Dans cet espace commun, les fonctionnaires peuvent insérer des fichiers qu'ils jugent intéressants, participer à des forums de discussion, poser des questions à des experts (à l'intérieur ou hors du réseau Formez), partager des logiciels... À la fin de 2001, l'agence a ouvert sur EuroPA une page spécialement dédiée à la coopération transnationale.

Sur cette page, Formez fournit aux fonctionnaires des conseils pratiques sur le pourquoi et le comment d'un projet de partenariat transnational, en plus de mettre à leur disposition un dictionnaire anglais-italien et italien-anglais des termes techniques communautaires. Surtout, Formez propose un outil de recherche internationale de partenaires qui fonctionne à double sens: les Italiens souhaitant collaborer avec un organisme à l'étranger peuvent y placer leur annonce; réciproquement, les ressortissants d'autres pays européens désireux de nouer des contacts avec des administrations publiques locales et régionales italiennes peuvent eux aussi activer EuroPA.

En complément de la communication virtuelle, Formez offre une assistance personnalisée aux candidats à l'organisation d'une visite ou d'un échange d'expériences avec une autre région européenne. En octobre 2002, l'agence a ainsi contribué à la mise sur pied d'une mission d'étude en Écosse pour cinq administrations provinciales du centre-nord de l'Italie. Objectif du déplacement: observer, in situ, le fonctionnement des agences publiques pour l'emploi britanniques qui ont une grande réputation d'efficacité. À la suite de cette visite, un partenariat similaire est désormais prévu avec des agences pour l'emploi en Allemagne.

En Italie, Formez organise pour les fonctionnaires des formations



décentralisées sur la «coopération transnationale dans les programmes communautaires». Des initiatives de ce type se sont déroulées en Sicile, à Bari, à Livourne, dans la province de Belluno...

Formez soutient également des coopérations au-delà des frontières de l'Union: grâce à l'agence, des partenaires publics italiens mettent leur savoir-faire au service d'agents de développement local dans la zone de Buenos Aires en Argentine. Un projet de jumelage a été établi avec la Slovaquie, dans le domaine agricole. De même, des collaborations ont été nouées avec la Roumanie et la Slovaquie afin d'aider ces pays à moderniser leur administration. À la veille de l'élargissement, plus que jamais, il faut avoir les idées larges...

Contact:

Formez

Via Salaria, 229

I-00199 Roma

Tél. (39) 068 48 91

E-mail: europa@formez.it

Internet: <http://europa.formez.it/cooperazione.html>



Découverte d'un pays adhérent

Malte

Trait d'union en Méditerranée

Passerelle entre l'Europe et le monde arabe, Malte — malgré sa petite taille et son insularité — possède de solides atouts et affiche un bon bulletin économique à la veille de son adhésion.

Malte est le plus petit des nouveaux pays adhérents, mais c'est aussi l'État le plus densément peuplé d'Europe avec 1 234 habitants au km². Le pays est un archipel composé de trois îles: Malte, Gozo et Comino. Située au centre de la mer Méditerranée, Malte a connu au fil de sa longue histoire un riche brassage de cultures et de civilisations: arabe, phénicienne, carthaginoise...

Après 150 années de domination britannique, Malte devient indépendante en 1964 et accède au statut de république le 13 décembre 1974. Les langues officielles du pays sont le maltais et l'anglais.

Liée à une croissance soutenue durant la dernière décennie, l'économie maltaise est plutôt florissante, avec un revenu par habitant comparable à celui du Portugal. Son taux de chômage se situe au niveau moyen des quinze États de l'Union européenne actuelle. L'inflation est basse: 2,2 % en 2002. Seule ombre au tableau, un taux d'endettement public assez élevé: 60,6 % du PIB en 2000.

Malte, malgré sa petite taille, possède des atouts de poids: son potentiel touristique, une main-d'œuvre qualifiée et polyglotte, des secteurs



économiques de pointe dans le domaine de l'électronique (semi-conducteurs). Toutefois, des faiblesses apparaissent également: problèmes de gestion des déchets, mauvaise qualité de l'eau, agriculture fragile... Durant des années, Malte, qui possède la troisième flotte de commerce du monde, a entraîné une réputation peu flatteuse de paradis des pavillons de complaisance. Une image négative que l'île s'efforce aujourd'hui d'effacer, en réformant son code maritime.

Deux principaux partis rythment la vie politique du pays: le parti nationaliste (conservateur) et le parti travailliste. Le premier est proeuropéen et a entrepris de libéraliser le pays, tout en réduisant les barrières à l'importation. En 1996, avec l'arrivée au pouvoir des travaillistes, la demande d'adhésion de Malte à l'Union européenne a été retirée, puis réintroduite, deux ans plus tard, quand le parti nationaliste a repris les rênes du pays. Le 8 mars 2003, Malte a été le premier pays candidat à soumettre son adhésion à référendum. Le résultat — 53,65 % de oui — constitue une nette victoire

pour le Premier ministre conservateur Edward Fenech Adami.

Au contraire des pays d'Europe centrale et orientale, Malte n'a pas bénéficié des instruments de préadhésion que sont le Sapard (agriculture et développement rural) et l'ISPA (transports et environnement). Mais l'île n'a pas été oubliée pour autant; ainsi recevra-t-elle 38 millions d'euros de 2000 à 2004 par le biais des instruments de préadhésion. Une somme à laquelle s'ajoutent différents soutiens dans le cadre de MEDA, l'outil de partenariat euroméditerranéen.

Pour l'heure, Malte prépare sa future politique contre les disparités régionales et met la dernière main à son plan de développement 2003-2006. De 2004 à 2006, Malte devrait obtenir quelque 55,9 millions d'euros au titre de l'objectif n° 1.

Contact

Office of the Prime Minister
Auberge de Castille
Valletta CMR 02, Malta
Tél. (356) 21 22 52 31 (21 24 25 60)
Fax (356) 21 24 98 88
Internet: <http://www.opm.gov.mt>

Superficie

316 km²

Population

393 000 habitants (2001)

Densité: 1 234 hab./km² (EU-15: 118)

Économie et emploi

Index PIB/hab. PPA (2000):

53 (EU-15: 100)

Taux de chômage (2002):

7,4 % (EU-15: 7,6 %)

Questions à M. Edward Fenech Adami, Premier ministre de la République de Malte



Alors que Malte s'apprête à entrer dans l'Union européenne, tous les indicateurs économiques de votre pays s'avèrent satisfaisants, à l'exception toutefois du niveau de la dette publique. Comment votre gouvernement compte-t-il remédier à ce problème?

Nous entendons parvenir à une réduction progressive, mais régulière, du déficit budgétaire de l'État maltais. Mon gouvernement a d'ores et déjà réaffirmé sa volonté à la fois de revoir ses différents programmes de dépenses et d'accroître l'efficacité des procédures de recouvrement de l'impôt. Nous avons la ferme intention de faire en sorte que seules les personnes en ayant réellement besoin puissent bénéficier des services sociaux, et que la pression fiscale soit répartie d'une manière plus équitable.

Ces quelques dernières années ont démontré que nous pouvions atténuer notre déséquilibre budgétaire sans pour autant bouleverser inutilement le fonctionnement de l'économie. La création d'un environnement économique plus favorable aux entreprises joue un rôle essentiel dans la stratégie de notre gouvernement pour contenir et réduire progressivement le déséquilibre budgétaire. C'est pourquoi nous demeurons déterminés à avancer dans la voie que nous nous sommes fixée au cours de ces dernières années, c'est-à-dire à impliquer plus activement l'ensemble des partenaires sociaux dans les prises de décision. Ce choix stratégique permet aujourd'hui non seulement de consolider le tissu social de notre petit pays, mais également de soutenir notre programme de restructuration économique et financière, auquel il confère une plus grande crédibilité.

Existe-t-il des «disparités régionales» au sein d'un aussi petit territoire que l'archipel maltais? Et, le cas échéant, comment envisagez-vous de les réduire? D'une manière plus générale, quelles sont vos principales priorités en matière économique et sociale?

L'État maltais s'est toujours efforcé d'améliorer l'équilibre géographique de la participation régionale aux développements économiques et sociaux de l'archipel. Nous avons d'ailleurs collaboré avec l'Union européenne pour que les problèmes résultant de nos disparités régionales soient plus efficacement pris en compte une fois que Malte aura rejoint les États membres de l'Union. Malte a notamment négocié un accord spécifique dans le cadre du chapitre 21 de l'acquis communautaire, afin qu'une priorité particulière puisse être accordée à l'île de Gozo pour répondre à ses besoins spécifiques. Le gouvernement maltais et la Commission européenne partagent l'intime conviction que les projets consacrés à l'île de Gozo qui

seront financés au titre de cette priorité doivent, en adoptant une approche systématique et globale, chercher à pallier les plus graves obstacles au processus de développement de Gozo. Une étude, achevée en mai 2002, a été sollicitée dans le but de recenser, de manière objective, les principales pierres d'achoppement auxquelles s'est heurté, et se heurte encore, le processus de développement économique et social de l'île de Gozo. Les résultats de cette étude ont été intégrés dans la priorité relative à Gozo lors de l'élaboration du document unique de programmation — mais l'île de Gozo peut également bénéficier des projets relevant des autres priorités de ce document.

Mon gouvernement s'applique en priorité à fournir les infrastructures nécessaires au développement de l'économie locale, que ce soit en matière de production, de transports, d'environnement ou encore de ressources humaines. À cet égard, nous nous sommes particulièrement attachés à promouvoir la formation professionnelle. Le but ultime de ces mesures est de donner aux régions défavorisées la possibilité de faire pleinement partie, elles aussi, de l'actuel processus de développement de l'archipel. Ces mesures permettront en outre aux différentes régions de Malte de profiter plus équitablement des avantages considérables qu'offrira l'adhésion de notre pays à l'Union européenne.

Malte a activement participé au programme de partenariat euro-méditerranéen MEDA. Quels bénéfices en a-t-elle retirés?

Malte a pleinement le droit de participer à l'ensemble des programmes et des initiatives financés au titre du volet régional du programme MEDA. Les initiatives régionales soutenues par MEDA couvrent notamment les activités Euromed Héritage, le programme d'action Jeunesse Euromed et les projets Euromed — Société de l'information. Au cours de ces dernières années, un certain nombre de structures et d'organisations maltaises ont réussi à obtenir un soutien financier au titre des activités régionales de MEDA pour mettre en œuvre leurs projets. Plusieurs rencontres Euromed organisées à Malte sont également financées par MEDA.

Deux projets ont ainsi pu acquérir une importance particulière grâce au soutien de MEDA. Il s'agit des sessions bisannuelles d'information et de formation organisées à l'intention des diplomates par la Mediterranean Academy of Diplomatic Studies (MEDAC), ainsi que du master relatif aux droits de l'homme et à la démocratisation dispensé par la Fondation pour les études internationales de l'université de Malte. Ces projets sont aujourd'hui devenus des activités régulières dont une partie du financement est assurée par le volet régional de MEDA.

La décentralisation des activités de la Commission dans le cadre du processus de Barcelone s'est généralement traduite par une amélioration de

l'utilisation des fonds alloués au titre de MEDA. Cette question devrait faire l'objet d'une réflexion approfondie, dans la mesure où l'entrée en jeu de nouveaux États membres va probablement accroître le volume des demandes de financement au titre du volet régional de MEDA.

La valeur d'un pays ne dépendant pas nécessairement de sa taille, quelles sont les principales contributions que le plus petit des futurs 25 États membres est susceptible d'apporter à l'Union européenne?

La contribution que Malte pourra offrir aux autres membres de l'Union européenne témoigne de notre engagement constant à promouvoir et à défendre des idéaux tels que les droits de l'homme, la démocratie et l'autorité de la loi, autant de valeurs fondamentales sur lesquelles repose l'Union européenne.

Malte s'est toujours efforcée de jouer un rôle actif au sein de diverses plates-formes internationales telles que les Nations unies, le Conseil de l'Europe et le Commonwealth. C'est précisément en raison de leur taille plus modeste que des pays comme le nôtre peuvent souvent contribuer plus efficacement à la résolution de problèmes dont la nature exige une recherche latérale de solutions — nous avons toujours tenté de trouver une autre issue possible ou une troisième voie...

Nous nous sommes toujours évertués, dans le cadre de telles plates-formes, à défendre les intérêts communs de la région méditerranéenne en veillant à promouvoir activement des politiques visant à favoriser la paix, la stabilité et la prospérité au sein de cette région. Malte s'est toujours pleinement engagée à favoriser la stabilité autour de la Méditerranée, que ce soit à un niveau bilatéral, régional ou international. Nous sommes intimement persuadés que nous pouvons contribuer à créer un sentiment de prospérité commune et une meilleure stabilité dans la région, tant en poursuivant nos propres efforts qu'en soutenant ceux de l'Union européenne. L'un des principaux atouts de Malte, dont nous pouvons faire bénéficier les autres États membres, est assurément notre connaissance de la région méditerranéenne et l'expérience que nous y avons acquise.

Pour conclure, nous entendons contribuer à l'Union en lui faisant notamment partager notre connaissance approfondie d'une région dont la stabilité s'avère indubitablement cruciale pour l'Europe. Nous sommes convaincus que, en rapprochant notre région de l'Union, Malte sera en mesure d'apporter une importante contribution en soutenant ardemment la politique méditerranéenne de l'Europe de l'intérieur même de l'Union européenne.

Propos recueillis en juin 2003.

Découverte d'une région

La Suède méridionale

Une région pivot sur la Baltique

C'est notamment son ouverture à la coopération qui a fait de la Suède méridionale une des régions les plus développées du nord de l'Europe et un pivot pour l'ensemble de la Baltique.



Sous l'appellation de «Sydsverige» (Suède méridionale) sont regroupées les six provinces de Scanie, Halland, Jönköping, Kronoberg, Blekinge et Kalmar, un territoire d'environ 51 000 km² abritant 2,3 millions d'habitants, soit un quart de la population suédoise. Malgré l'absence de grandes villes, à l'exception de Malmö (250 000 habitants), la Suède méridionale pèse lourd à l'échelle nationale. Elle est la quatrième région suédoise en termes de produit intérieur brut (PIB).

L'économie régionale s'appuie sur un puissant secteur secondaire, qui comprend des entreprises de renommée mondiale (Ericsson, IKEA, Tetra Pak...). Le patrimoine naturel et culturel du sud de la Suède a fait depuis longtemps du tourisme un autre secteur créateur de richesses. Le tourisme est aujourd'hui renforcé par ce qu'il est convenu d'appeler le «secteur de l'événementiel» (*voir l'article suivant*). Les nouvelles activités économiques fondées sur la recherche (télématique, médecine, sciences de l'environnement, technologie des polymères...) sont également devenues de nouvelles

sources d'emploi et de prospérité.

Autour des trois universités et de sept hautes écoles que compte la région se sont développés des parcs scientifiques, dont le tout premier de Scandinavie, Ideon, fondé en 1983 à Lund.

Une des forces des acteurs régionaux est leur capacité à travailler en réseaux et districts industriels spécialisés. La coopération intrarégionale suit le modèle dit de la «triple spirale», le partenariat entre les secteurs privé, public et académique. En témoigne, sur la scène internationale, la participation de la Suède méridionale au projet «Highest ++», réseau de structures d'appui aux entreprises situées dans cinq zones européennes: les Alpes-Maritimes (France), Helsinki (Finlande), Turin (Italie) et Berlin (Allemagne). La Suède méridionale a par ailleurs reçu deux fois — en 2001 et 2002 — l'Award of Excellence for Innovative Regions (Prix d'excellence des régions innovatrices) décerné par la Commission européenne.

Stratégiquement située à l'entrée de la mer Baltique, la Suède méridionale

entretient depuis l'époque hanséatique des relations étroites avec ses voisins l'Allemagne, le Danemark, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne et la Russie. Le programme Interreg joue aujourd'hui un rôle très important dans ces échanges transfrontaliers.

L'intégration de l'enclave russe de Kaliningrad dans l'espace de coopération de la Baltique est une préoccupation du gouvernement suédois et le *SydSam*, structure de tête du réseau des six provinces de Suède méridionale, a signé en 2000 avec l'*Oblast* (région) de Kaliningrad un accord de coopération portant sur de nombreux domaines d'échanges, notamment la démocratie, la santé et l'assistance médicale, l'environnement et la culture.

Contact:

Sofie Gardestedt
SydSam/South Sweden European
Office
Baltic Sea House
Avenue Palmerston 26
B-1000 Bruxelles
Tél. (32-2) 235 26 60
Fax (32-2) 235 26 69
E-mail: sofie.gardestedt@sydsam.be

Superficie

52 448 km²

Population (2003)

2 313 092 habitants

Densité: 44 hab./km² (EU-15:

118 hab./km²)

Économie et emploi

Indice PIB/hab. PPA (2000): 98
(EU-15: 100)

Taux de chômage (2001): 6,4 %
(EU-15: 8,3 %)

Le rock comme axe de développement local

On estime que le «secteur de l'événementiel» constitue un gisement d'emplois des plus prometteur et la Suède méridionale est particulièrement bien placée dans ce domaine puisque des groupes musicaux de réputation mondiale comme Roxette, les Cardigans et The Ark sont tous trois originaires de la région. Le rock est devenu une véritable spécialité régionale. Avec l'aide des Fonds structurels.

Au milieu des forêts, la petite ville de Hultsfred (5 500 habitants) accueille depuis 1986 le plus grand festival rock de Suède. 40 000 spectateurs, plus de 100 artistes, 1 200 journalistes, des millions de téléspectateurs et d'internautes (l'événement est diffusé sur le web) ont ainsi vibré, les 12, 13 et 14 juin derniers, aux sons du «Rock City Hultsfred 2003».

Contre toute attente, la petite localité ne replonge pas dans un sommeil profond une fois les scènes démontées, les sacs de couchage enroulés et les festivaliers repartis. Hultsfred est devenu le lieu de rencontre obligé de tout ce que la Suède compte de musiciens rock et pop. Toute l'année, les groupes les plus obscurs comme les musiciens les plus réputés disposent à Hultsfred de toutes les infrastructures qu'il faut pour répéter, enregistrer et donner des concerts. Ils y trouvent aussi les services et l'ambiance adéquats pour se perfectionner et entretenir leur inspiration.

La réussite de la Suède sur la scène musicale se traduit par d'importantes rentrées financières pour le pays, au point que la musique est devenue la troisième exportation suédoise. C'est pourquoi le gouvernement suédois a décidé de faire de Hultsfred la capitale du secteur musique/événements en Suède en appuyant la création dans la petite ville d'un centre d'entreprises spécialisées dans l'activité musicale et événementielle.

Le lycée local offre des programmes scolaires liés à la musique et au spectacle. Depuis l'automne 2000, un cours de gestion spécifiquement destiné au secteur est dispensé par l'École supérieure de Kalmar. Beaucoup plus qu'un festival, «Rock City Hultsfred» offre au secteur de la musique et du spectacle toute une palette d'opportunités qu'ont découvertes de nombreuses entreprises musicales, télématiques et cinématographiques.

L'ensemble du projet de développement bénéficie du programme d'objectif n° 2 à hauteur de 3,7 millions d'euros, dont 1 million du FEDER, 1,6 million de fonds publics suédois et 1,1 million de sources privées.

Pour en savoir plus sur le contexte et les débuts du projet:
http://europa.eu.int/comm/regional_policy/innovation/innovating/pacts/tp/list/hul-fr.html



Des coopérations multiples

Medicon Valley Academy

Partiellement financé par le programme Interreg II A à hauteur d'environ 700 000 euros, ce projet de coopération a permis de lancer des échanges de connaissances, de savoir-faire et de ressources entre Suédois et Danois dans le domaine médical (<http://www.mva.org>).

SEBTrans

SEBTrans est un projet Interreg II C qui visait à évaluer la demande future en services de transports durables

entre les régions des deux rives du sud de la Baltique (<http://www.sebtrans.com>).

Patrimoine culinaire

La Suède méridionale participe à «Culinary Heritage Europe 2003-2005», projet de coopération Interreg III C impliquant 19 régions de 9 pays. Il s'agit de stimuler le développement régional en soutenant des petits producteurs alimentaires de qualité (<http://www.culinary-heritage.com>).

Swebaltcop

Réalisé dans le cadre de l'article 10 du

FEDER, ce projet transfrontalier a débouché sur 70 actions de coopération réussies entre États de la Baltique (<http://www.swebaltcop.org>).

Qualité de vie: «Seagull»

Doté de 6 millions d'euros, le projet Seagull (goéland), en cours de réalisation dans le cadre de l'Eurégion Baltique, cherche principalement à élaborer et à mettre en œuvre une stratégie et un plan de développement transnational pour l'ensemble de l'Eurégion (<http://www.eurobalt.org/english/projects/seagull/seagull.asp>).

Au-delà du règlement (CE) n° 1159/2000

Mieux informer sur les Fonds structurels

«Communiquer les Fonds structurels» devient une priorité pour les autorités de gestion. Plus question de simples actions ponctuelles: désormais, une stratégie globale de communication doit être mise en œuvre, qui touche tant les bénéficiaires potentiels que le grand public. Le règlement (CE) n° 1159/2000 trace un cadre commun et invite à la créativité de chacun.

En 2001, la DATAR, l'agence française pour l'aménagement du territoire, menait une enquête auprès des différentes régions de France. Il s'agissait de mieux cerner la manière dont les régions communiquaient à propos des Fonds structurels. Analysée par l'université de Paris-IV (Sorbonne), l'enquête révélait que 56 % des administrations régionales consultées considéraient comme «inadaptée» la communication qu'elles avaient faite des Fonds structurels durant la période 1994-1999. Un constat d'échec...

Certes, il ne s'agissait que d'un sondage, mené dans un seul pays. Mais ce coup de projecteur illustrait une tendance plus générale: dans le passé, l'information sur les Fonds structurels n'a pas toujours été considérée par les autorités de gestion comme une priorité.

Avec la génération présente des Fonds structurels (2000-2006), un changement de cap s'est opéré: la Commission a adopté un nouveau règlement⁽¹⁾ portant sur les actions d'information et de publicité à mener par les États membres. Ce texte agit à la manière d'un catalyseur. Il introduit en effet une idée maîtresse: bien communiquer sur les Fonds structurels, y compris auprès d'un large public, est aujourd'hui considéré comme une tâche centrale, au même titre que la bonne administration ou la bonne gestion financière des programmes.

⁽¹⁾ Règlement (CE) n° 1159/2000 de la Commission du 30 mai 2000 visant les actions d'information et de publicité à mener par les États membres sur les interventions des Fonds structurels.

Un triple enjeu

L'enjeu d'une bonne communication est triple. Par une large promotion des procédures et des opportunités, il s'agit tout d'abord d'assurer l'égalité des chances entre tous les bénéficiaires potentiels.

Démocratie oblige, il importe également de livrer des comptes sur l'utilisation de l'argent, de montrer au citoyen ce qui est fait concrètement avec ses impôts.

Enfin, l'information est un ingrédient nécessaire à l'efficacité même des interventions. En rendant bien visibles les actions entreprises, on invite les acteurs socio-économiques les plus sceptiques à participer au développement de leur région. On mobilise beaucoup mieux l'ensemble

des acteurs concernés. On obtient alors des effets durables et profonds.

Autre principe clé au cœur du nouveau règlement: les autorités de gestion, responsables pour la communication, ne doivent pas agir isolément. C'est une véritable chaîne de l'information qui est appelée à se mettre en mouvement. Par exemple, il est très utile que les projets bénéficiaires des Fonds structurels participent à cet effort collectif de communication, en donnant la preuve des résultats accomplis grâce à la politique structurelle et en diffusant les messages de fond de cette politique, devenant ainsi les «ambassadeurs» de l'Union européenne.

Le règlement insiste sur un point essentiel: assurer la visibilité de l'action conjointe menée par l'Union européenne et les États membres.



Souvent, on ne retient de cette action que son volet financier. Or une telle approche est fort réductrice. La politique structurelle de l'Union n'est pas qu'une redistribution d'argent. Elle possède des objectifs et une méthode propres. Les aides structurelles ne sont octroyées que si elles s'inscrivent dans une logique européenne. Il importe de faire ressortir cette logique.

De plus, la communication doit s'efforcer de mettre en évidence que la politique structurelle de l'Union contribue à la paix et à la stabilité du continent, donc à l'essence même du projet d'intégration européenne. Elle s'attaque aux différences socio-économiques entre les citoyens, qui sont très souvent la cause principale de tensions et de malaises sociaux.

Créativité

Reste à savoir comment faire passer ces messages auprès du grand public et des non-initiés. Une chose est certaine: il convient d'éviter la «langue de bois», le jargon administratif, les détails inutiles, la propagande...

L'information gagne à reposer sur des faits, sur du concret, en expliquant la façon dont les projets, appuyés par les Fonds structurels, contribuent effectivement à l'amélioration des conditions de vie de tout un chacun.

Pour toucher un vaste public, deux moyens sont traditionnellement utilisés: le recours à la publicité et la collaboration avec les journalistes. Le nouveau règlement insiste spécialement sur les relations avec les médias. Presse écrite, radio et télévision sont en contact direct avec les citoyens. Elles connaissent leurs besoins et excellent à traduire une information technique en termes accrocheurs. Cet exercice avec les médias constitue un travail de longue haleine.

La communication est une mission trop importante pour la laisser au hasard. Des objectifs clairs doivent être formulés, tenant compte d'une analyse préalable des problèmes posés.

Voilà pourquoi le règlement fixe, pour les autorités de gestion, deux nouvelles obligations, indispensables au bon succès des actions d'information. Premièrement, un plan global et pluriannuel de communication doit désormais être établi.

Deuxièmement, dans le même esprit, les autorités de gestion sont invitées à procéder à une évaluation en bonne et due forme des initiatives de communication.

Le règlement de la Commission définit des règles minimales. Il trace des orientations. Il précise des principes. Mais en aucune manière, il ne



constitue un manuel de communication. Ce règlement a pour vocation d'encourager les autorités de gestion à faire preuve de créativité. Le jeu en vaut la chandelle car, en matière de fonds publics, toutes les parties — administrations, porteurs de projets, acteurs économiques et sociaux, simples citoyens — ont à gagner à une bonne information.

Quelques slogans

Pour communiquer sur les Fonds structurels, plusieurs autorités de gestion ont adopté un slogan.

La recette d'un bon message? Des mots positifs, simples, imagés; la cible au centre de l'attention; le lecteur directement interpellé; l'idée d'une Europe proche des gens... Et une bonne dose d'imagination. Quelques exemples:

«Mijn idee» (Mon idée)

Région Flevoland (Pays-Bas)

«Personne ne reste sur la touche»

Région wallonne (Belgique)

«You are now sitting on a whole load of European money»

(Vous êtes assis sur un tas d'argent européen)

Tyneside (Royaume-Uni)

«L'Europe avec nous»

Région Languedoc-Roussillon (France)

«Your plan, your future» (Votre projet, votre avenir)

Irlande

«L'Europe de vos projets»

Région Centre (France)

«Europe and Scotland, making it work together» (L'Europe et l'Écosse, ensemble pour que ça marche)

Écosse (Royaume-Uni)

Parc national du Stelvio/Stilfserjoch (Italie)

Fonds structurels pour parc naturel

Développement régional durable oblige, les Fonds structurels financent de nombreux projets environnementaux. La province autonome de Bolzano en coordonne plusieurs dans le parc national du Stelvio/Stilfserjoch.

Le parc national du Stelvio/Stilfserjoch s'étend sur 1 350 km² aux confins du Trentin-Haut-Adige (provinces autonomes de Bolzano et de Trente) et de la Lombardie. Il partage également une frontière avec le parc national suisse, qui le prolonge en quelque sorte sur 169 km² dans le canton des Grisons. C'est l'une des plus vastes zones protégées d'Europe. La direction et la coordination du parc sont depuis quelques années confiées à un consortium regroupant des comités et des représentants de toutes les parties du territoire du parc. Les activités récréatives, l'éducation environnementale et la recherche écologique sont les principales missions du parc au même titre que la protection de l'environnement. Dans ce contexte, le parc national du Stelvio/Stilfserjoch met en œuvre depuis plusieurs années des projets destinés à plus sensibiliser le public à la protection de la flore, de la faune et des habitats naturels. C'est dans cette direction que sont orientés les projets objectif n° 2, Interreg et Leader+ coordonnés par la province autonome de Bolzano.



Le centre écologique Naturatrafoi.

Habit alp

Depuis novembre 2002, le parc national du Stelvio/Stilfserjoch et la province autonome de Bolzano participent au projet «Diversité de l'habitat alpin (Habit alp)» dans le cadre du réseau des zones protégées de l'Arc alpin. Neuf parcs nationaux d'Allemagne, d'Autriche, de France, d'Italie et de Suisse sont partenaires de cette action Interreg III B pilotée par le parc national de Berchtesgaden en Bavière. Il s'agit, conformément aux principes de la directive communautaire habitat et du réseau environnemental Natura 2000, d'harmoniser les données liées à

l'observation à long terme des espèces animales menacées. Les photographies aériennes infrarouges, qui permettent de localiser les sources de chaleur produites par les animaux, sont un outil essentiel à la démarche. Habit alp consiste à prendre ces photos, à les analyser et à les interpréter selon une grille commune de façon à pouvoir identifier précisément toutes les zones devant relever de la directive habitat. Toutes les données sont ensuite centralisées dans une base multilingue. D'une durée de trois ans, Habit alp dispose d'un budget de 1,5 million d'euros dont 700 000 euros de source communautaire.

Aigle doré alpin

L'aigle doré était jadis répandu à travers toute l'Europe centrale. Malheureusement, appartenant à ces espèces qu'on qualifia de «prédateurs nuisibles» au tournant des XIX^e et XX^e siècles, il fut impitoyablement chassé jusqu'à sa quasi-extinction. Ces autres grands prédateurs des Alpes que sont le vautour barbu, le loup et l'ours connurent, eux aussi, le même sort.

Aujourd'hui, les populations d'aigles dorés semblent stables, mais on ne dispose pas de données suffisantes sur leur mode de vie et leur comportement reproducteur. Les participants à une rencontre du réseau des zones protégées alpines, à Rauris (Autriche) en octobre 1999, avaient exprimé le besoin de mettre en place une action coordonnée en matière d'observation et d'étude de ces populations animales. Un partenariat s'est alors constitué entre les parcs nationaux du Stelvio/Stilfserjoch, des Dolomites (Italie) et des Hautes Tauern (Autriche) pour mettre en commun

Les partenaires «Habit alp»

- Nationalpark Berchtesgaden (Allemagne), coordinateur;
- Parc national suisse (Suisse);
- Parco Nazionale dello Stelvio (Italie);
- Parco Nazionale Dolomiti Bellunesi (Italie);
- Parco Nazionale del Gran Paradiso (Italie);
- Parco Naturale del Mont Avic (Italie);
- Provincia Autonoma di Bolzano/Autonomie Provinz Bozen — Südtirol (Italie);
- Nationalpark Hohe Tauern (Autriche);
- Parc national de la Vanoise (France);
- Parc national des Écrins (France);
- Asters (France).



leurs savoir-faire, connaissances et données sur l'aigle doré alpin, tout en coordonnant leurs mesures de protection. Opérationnel depuis 2002, le réseau concerne un territoire de 3 200 km². Un montant de 400 000 euros, dont 200 000 de source communautaire, y est affecté dans le cadre du programme Interreg III A Italie/Autriche.

Le centre Naturatrafoi

Comme Acquaprad, à Prad, consacré au thème de l'eau, et Culturamartell, à Trattla, dédié au mode de vie montagnard, Naturatrafoi est un des trois centres d'information thématiques mis en place par le parc national du Stelvio/Stilfserjoch. Sa construction par les collectivités locales du Stelvio/Stilfserjoch,

entre 2001 et 2002, a été rendue possible grâce aux programmes d'initiative communautaire Leader II et Interreg II.

Inaugurée en 2002, l'infrastructure comprend un centre d'accueil pour les visiteurs du parc, un vaste espace pour congrès, séminaires et formations, une bibliothèque et une exposition permanente de 400 m² sur le thème de la «vie frontalière».

Une aide objectif n° 2 de 765 000 euros (dont 612 000 fournis à parts égales par la province autonome de Bolzano et l'Union européenne) a maintenant permis l'installation d'un centre d'interprétation de la nature. Le centre de recherches en écologie alpine du parc prendra également prochainement ses quartiers dans le complexe.

Conjuguant tourisme, recherche, culture et écologie, Naturatrafoi est destiné à être un outil structurant en termes d'emplois, de services et d'échanges intellectuels, tant pour la population locale que pour l'ensemble du parc national du Stelvio/Stilfserjoch.

Contact:

Arnold Karbacher
Parco Nazionale dello
Stelvio/Stilfserjoch
Piazza Municipio 1
I-39020 Glorenza (BZ)
Tél. (39) 04 73 83 04 30
Fax (39) 04 73 83 05 10
E-mail:
arnold.karbacher@stelviopark.it



Des régions en action(s), un pays en mouvement — Florilège de projets réalisés en Grèce avec le soutien des Fonds structurels

26 exemples de projets réussis en Grèce.



Disponible en anglais, en français et en grec.

Regional revival — Successful projects financed by the Structural Funds in Austria

Florilège de 21 projets cofinancés par l'UE en Autriche.



Disponible en allemand et en anglais.

Partenariat avec les villes — L'initiative communautaire URBAN

La «méthode URBAN» illustrée par de nombreux projets.



Disponible dans les onze langues de l'Union.

En ligne



<http://www.eprc.strath.ac.uk/iqnet/iq-net>

IQ-Net est un réseau européen qui rassemble des partenaires régionaux et nationaux impliqués dans des programmes soutenus par les Fonds structurels dans la plupart des pays de l'Union européenne. Le but du réseau est d'améliorer la gestion des programmes des Fonds structurels à travers l'échange d'expérience. Le réseau met ainsi en œuvre un programme de recherches appliquées et de débats, structuré autour de deux rencontres annuelles de tous les partenaires. Le site IQ-Net est accessible en huit langues: allemand, anglais, danois, espagnol, finnois, français, italien et suédois.

<http://www.ploteus.net>

La direction générale de l'éducation et de la culture a lancé un nouveau portail internet en quatorze langues: Ploteus (Portal on Learning Opportunities Throughout Europe). L'intitulé des sections de ce portail des opportunités d'apprentissage à travers l'Europe, signification de l'acronyme Ploteus, donne une bonne idée de l'intérêt de l'outil: «Opportunités d'étude», «Systèmes d'éducation», «Échanges», «Contact», «Aller dans un pays». Une des premières utilités de Ploteus est qu'il fournit de nombreux liens avec des sites éducatifs nationaux, des écoles et établissements d'enseignement de toute nature et de tous niveaux.



<http://www.isc-europe.com/epoline/>

Depuis une trentaine d'années, le Bureau européen des brevets [European Patent Office (EPO)] protège les inventions et droits de propriété intellectuelle dans 24 pays membres. Traitant annuellement quelque 150 000 demandes de brevets, l'EPO a lancé en 2001 un site internet permettant de consulter en ligne la base de données des brevets déposés au Bureau, soit pas moins de trois millions de sources documentaires. Qui plus est, Epoline permet aux inventeurs et créateurs de soumettre directement en ligne leur demande de dépôt de brevet.

<http://www.interregnorthsea.org>

Le site consacré au programme Interreg III B — mer du Nord —, programme couvrant certaines régions des sept pays bordant la mer du Nord (Allemagne, Danemark, Norvège, Pays-Bas, Région flamande, Royaume-Uni et Suède) — vient d'être entièrement réaménagé afin d'accroître la qualité et le nombre des informations destinées à l'ensemble des acteurs du programme et au grand public. Il ne vous reste plus qu'à découvrir la nouvelle carte interactive en cliquant sur «Projects», puis «Projects in your Area»; cette carte vous permet de consulter des informations sur les projets réalisés dans chaque région ou d'accéder directement à l'un d'entre eux. Le site offre également des informations utiles concernant le cycle des projets: il vous suffit de cliquer sur «Project Cycle» pour vous laisser guider à travers les différentes étapes d'un projet, du lancement de l'idée originelle jusqu'à la soumission du rapport final. Attention toutefois: ce site n'est disponible qu'en anglais!



Contacts

Commission européenne, direction générale de la Politique régionale
Unité 1 «Information et communication»
Thierry Daman
Avenue de Tervuren 41, B-1040 Bruxelles
Fax (32-2) 296 60 03
E-mail: regio-info@cec.eu.int
Internet: http://europa.eu.int/comm/dgs/regional_policy/index_fr.htm

Commissaire Michel Barnier:
<http://europa.eu.int/barnier>

Informations sur les aides régionales de l'Union européenne:
http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm

ISSN 1608-3903

© Communautés européennes, 2003
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Printed in Belgium



Office des publications

Publications.eu.int